

Commission : les Risques et la Sécurité Civile

Problématique : “Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles et industrielles/humaines ?”

Auteur : Roumanie

La Roumanie est un pays situé au sud-est de l'Europe, et a rejoint l'Union Européenne en 2007. Notre actuel président Klaus Iohannis mène le pays depuis 21 décembre 2014 . Il préside une république démocratique multipartite, dont lui-même fait partie, étant pour une démocratie. Depuis l'adhésion de la Roumanie dans L'Union Européenne, celle-ci a contribué à divers financements (autoroutiers,..) et au budget général de L'UE. Mais, étant donné que la Roumanie a un risque de catastrophes naturelles comme le tremblement de terre ou d'inondation le plus élevé de l'Europe, L'UE finance une partie du budget disponible pour la sécurité civile dans notre pays.

Dans les pays de l'Union européenne, de nombreuses catastrophes naturelles ont été enregistrés, ce qui a suscité une grande inquiétude et la nécessité d'aborder et de résoudre ce problème de manière efficace. La sécurité des civils face aux risques est une question qui se pose depuis 1948, après la Seconde Guerre mondiale, lorsque plusieurs pays européens, membres de l'Union européenne, ont mis en place des plans de reconstruction avec le soutien des États-Unis, comme le célèbre plan Marshall, afin de revitaliser leurs économies ravagées par la guerre.

Au fil des ans, des risques encore plus importants, tels que les inondations, les tremblements de terre, les attaques terroristes, le changement climatique et les risques technologiques, sont apparus dans les pays de l'UE. Ces événements ont alerté la communauté internationale sur l'importance de renforcer les mesures de prévention, de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles et d'origine humaine afin de préserver la sécurité et le bien-être de la population et d'assurer la résilience des nations européennes face à ces nouveaux défis.

En Roumanie, la majorité de la population réside dans des zones sujettes aux tremblements de terre, en particulier à Bucarest, ce qui en fait la capitale la plus exposée aux tremblements de terre dans l'UE. Au cours du siècle dernier, de nombreux tremblements de terre ont fait des milliers de morts et touché des centaines de milliers de personnes, le tremblement de terre de 1977 ayant causé à lui seul plus de 2 milliards de dollars de dégâts.

Si un tremblement de terre similaire devait se produire aujourd'hui, les pertes en vies humaines pourraient aller de 700 à 4 500 personnes, et 250 000 personnes supplémentaires pourraient se retrouver sans abri pendant une longue période. L'absence de réparation des bâtiments endommagés par les précédents tremblements de terre augmente le risque d'un plus grand nombre de victimes en cas de nouvel événement sismique.

En outre, l'infrastructure obsolète s'étend aux casernes de pompiers, qui ont été construites avant l'établissement des codes de construction modernes et n'ont pas fait l'objet de rénovations significatives ou d'une mise à niveau sismique. Cela représente un risque important, car les premiers intervenants pourraient être parmi les premières victimes d'un tremblement de terre majeur, ce qui limiterait considérablement leur capacité à aider les autres personnes dans le besoin.

La Roumanie a développé une forte capacité de lutte contre les incendies et d'intervention d'urgence pour gérer les crises à l'intérieur du pays et soutenir d'autres pays dans le besoin, comme lors des incendies de forêt en Grèce et des tremblements de terre en Turquie.

Le gouvernement a identifié les infrastructures d'urgence essentielles, comme les casernes de pompiers, qui risquent d'être gravement endommagées par un tremblement de terre. Dans le cadre du projet de renforcement de la gestion des risques de catastrophe en Roumanie, la Banque mondiale fournit 142 millions d'euros pour rénover ou reconstruire 35 casernes de pompiers afin d'améliorer la réponse et la préparation aux catastrophes.

Ces casernes rénovées seront plus sûres, plus résistantes, plus économes en énergie et universellement accessibles, avec des conceptions et des installations modernes pour les hommes et

les femmes. Le projet vise à faire de la Roumanie un leader en matière de casernes de pompiers à énergie quasi nulle et résistantes aux catastrophes, assurant ainsi la sécurité des pompiers et du personnel paramédical qui desservent 25 % de la population. Le partenariat entre la Banque mondiale, le département des situations d'urgence et l'inspection générale des situations d'urgence en Roumanie a déjà produit des résultats tangibles, avec l'achèvement de la première caserne de pompiers à Mizil, dans le comté de Prahova

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large de la Banque mondiale visant à améliorer la résilience de la Roumanie et la réponse aux situations d'urgence, avec des investissements ciblant également les bâtiments essentiels de la police et de la gendarmerie roumaines. Les progrès réalisés en Roumanie servent de modèle à d'autres pays, et un événement régional d'échange de connaissances est prévu pour partager les connaissances et inspirer des investissements similaires en matière de résilience et de sécurité.

La sécurité civile est un enjeu majeur pour la Roumanie et d'autres pays européens face à des risques tels que les tremblements de terre et les inondations. Malgré son adhésion à l'UE, la Roumanie reste vulnérable à ces menaces. L'UE soutient financièrement la sécurité civile dans le pays. Il est crucial de renforcer les mesures de prévention et de réponse pour protéger la population contre ces risques croissants.